

médias canadiens sont maintenant entre les mains de cinq ou six grandes entreprises qui professent toutes une « idéologie relevant de la classe moyenne de race blanche et des milieux d'affaires ». Le Canada traverse selon lui une phase de « transformation de la culture en marchandise ». À Vancouver, a-t-il soutenu, 35 % de la population sont passés sous silence dans les médias. Il a soulevé la question de savoir comment nous pouvons espérer protéger les journalistes travaillant à des milliers de kilomètres quand nous ne pouvons même pas protéger les nôtres. Il a ajouté que nos médias négligent complètement des événements de grande portée qui se produisent en Asie, par exemple la fin de l'insurrection aux Philippines.

M^{me} Gail Lem,
Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier

M^{me} Lem a commencé par se demander pourquoi les reporters ne couvrent pas les activités culturelles. Elle constate une insuffisance d'information sur les événements quotidiens et le caractère superficiel de bien des reportages sur l'Asie. Les médias, a-t-elle déclaré, sont en train d'adopter les valeurs de leurs propriétaires. Elle a également déploré l'autocensure que s'infligent de nombreux journalistes.

M^{me} Lem, citant les rapports de la Commission Davie et de la Commission royale sur les quotidiens, a rappelé que trois entreprises de presse contrôlent 72 % des tirages au Canada, et que 60 % des journaux appartiennent à Southam, entreprise contrôlée par Hollinger. Dans trois provinces, Southam possède la totalité des quotidiens. Cette situation soulève la question du contrôle éditorial. M^{me} Lem a cité à ce sujet une boutade de David Radler, de la société Hollinger : « La meilleure salle de rédaction au pays compte trois reporters, dont deux vendent de la publicité. »

Les bénéfiques et les résultats nets deviennent des facteurs de plus en plus importants lorsqu'il s'agit de déterminer les sujets à couvrir. Selon M^{me} Lem, quand on ne fait plus la distinction entre la valeur sociale et le rôle commercial de l'information, on obtient la situation qui caractérise actuellement le Canada. L'acquisition de Southam par Hollinger s'est faite sans que le gouvernement s'en inquiète, a-t-elle ajouté, et il en est résulté un rétrécissement de l'éventail des voix. La Société Radio-Canada est la seule voix parallèle de l'information grand public au Canada, mais du fait des compressions budgétaires, on y produit de moins en moins d'émissions d'un océan à l'autre. La SCEP et le Conseil des Canadiens ont organisé une campagne en faveur de la liberté de la presse et de la radiodiffusion-télévision. Ils font des recherches sur le contenu des journaux depuis les prises de contrôle, ils ont dressé une liste de propositions de règlements pour limiter la concentration de la propriété et ils contestent la prise de contrôle par Hollinger devant les tribunaux.